



## **EXTRAIT**

### Registre des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de PUTEAUX

Séance du **4 AVRIL 2024** sur convocation adressée aux Conseillers  
le 29 mars 2024

#### **ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2024 DU BUDGET PRINCIPAL**

L'an **deux mille vingt-quatre**, le **quatre avril à neuf heures et trente minutes**, les membres composant le Conseil Municipal de PUTEAUX, convoqués en application des articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et individuellement par lettre d'invitation, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence du Maire, Madame **Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme AMSELLEM a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

**Présents** – Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, M. Vincent FRANCHI, Mme Anne-Marie AMSELLEM, M. Jean-Marie BALLET, M. Bernard GAHNASSIA, M. Franck CAVAYE, Mme Raymonde MADRID, M. Pascal CAUMONT, Mme Marie-Cécile MENARD, M. Robert BERNASCONI, M. Christian GUILLEROT, Mme Martine TROPENAT, M. Pascal MOREAU-LUCHAIRE, Mme Pariza MESSAOUDENE, M. Thierry STURBOIS, Mme Isabelle CAZENAVE, M. Alexandre ROUSSET, Mme Anne-Laure LEBRETON, Mme Ronit KAROTCHI, Mme Marion LAMBERTI, M. Danny GOUIN, Mme Najat ZERHOUNI, M. Vincent METIVIER, M. Edouard LOTTEAU, Mme Nathalie FERNANDES, M. Emmanuel CANTO, Mme Bouchra SIRSALANE, M. Brice LOE MIE, M. Vincent DUBAIL

**Ont donné mandat** – Mme Brigitte PALAT à M. Jean-Marie BALLET, Mme Isabelle GIRARD à M. Bernard GAHNASSIA, M. Jean-Michel MARCHIONI à M. Robert BERNASCONI, Mme Malika COUDER à M. Alexandre ROUSSET, M. Moussa GHANEM à Mme Anne-Marie AMSELLEM, Mme Dominique RENOUF à Mme Marion LAMBERTI, M. Eric MALEVERGNE à M. Pascal MOREAU-LUCHAIRE, Mme Sophie ANDRE à M. Thierry STURBOIS, M. Sébastien BOUCHINDHOMME à Mme Pariza MESSAOUDENE, Mme Géraldine HERMANN à Mme Ronit KAROTCHI, M. AlexisCHANTELOUP à Mme Nathalie FERNANDES, Mme Anne BRUMENT à Mme Bouchra SIRSALANE, M. Christophe HAUTBOURG à M. Emmanuel CANTO, M. Francis POEZEVARA à M. Brice LOE MIE

lesquels forment la majorité des membres du Conseil Municipal en exercice. Le quorum étant atteint, le Conseil peut délibérer valablement en application de l'article L.2121-17 du Code précité.

## ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2024 DU BUDGET PRINCIPAL

Après avoir exposé les orientations budgétaires lors de la séance du 4 mars 2024, le budget 2024 proposé à l'assemblée délibérante acte leur mise en œuvre.

Si la crise sanitaire peut paraître aujourd'hui derrière nous, crise diplomatique, crise de l'immobilier et des taux et l'inflation, sont autant de contraintes économiques que devra supporter le budget présenté cette année. L'augmentation du coût des matières premières ainsi que de l'énergie se poursuit mais dans moindre mesure que l'an passé. Les mesures mises en place en 2023 telles que l'amortisseur d'électricité ou le bouclier tarifaire pour l'électricité ne sont pas reconduits ; le prix de l'électricité a déjà augmenté de presque 10% depuis février.

Après avoir repoussé de deux ans la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation, ce qui aurait permis à la ville de Puteaux de bénéficier de recettes supplémentaires, le gouvernement a d'ores et déjà introduit dans la loi de programmation une baisse du déficit public qui passera par une contribution des collectivités.

Le budget 2024 subit ainsi une nouvelle fois une hausse des dépenses conjuguée à une contrainte pour les recettes pour mener le budget 2024 à l'équilibre.

Selon l'évolution du contexte national et en fonction des nouvelles décisions prises par le Gouvernement, la ville pourra être amenée à revoir son budget en décision modificative, comme le font communément l'ensemble des collectivités sur un exercice budgétaire.

### 1. Les inscriptions de l'exercice 2024

#### a) En fonctionnement

*La section de fonctionnement regroupe toutes les opérations courantes et récurrentes de la ville, en recettes comme en dépenses :*

- *Les recettes correspondent aux services mis en place pour répondre aux besoins des Putéoliens (restauration scolaire, accueil en crèches), aux impôts locaux, aux participations versées par nos partenaires comme la CAF ou le Département, à l'attribution de compensation versée par la métropole du Grand Paris depuis 2016, etc.*
- *Les dépenses de fonctionnement recensent les salaires du personnel municipal, l'entretien des bâtiments, de la voirie et des jardins communaux, l'approvisionnement en matières premières et fournitures, les subventions versées aux associations, le coût des activités et des prestations réalisées au bénéfice des putéoliens.*

#### Les recettes

Les recettes de fonctionnement budgétées pour 2024 intègrent le résultat de fonctionnement reporté de l'exercice 2023, inscrit en recettes au chapitre 002 « résultat reporté » pour un montant de 24 823 991 €.

Les recettes de fonctionnement s'établissent comme suit :

Chap.	Recettes	Réalisé 2023	Budget 2024
013	Atténuations de charges	210 350 €	200 000 €
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	19 464 965 €	17 872 374 €
73 et 731	Impôts et taxes	176 673 941 €	180 160 635 €
74	Dotations et participations	7 332 301 €	5 702 612 €
75	Autres produits de gestion courante	3 442 280 €	3 115 487 €
	<b>Total des recettes courantes</b>	<b>207 123 836 €</b>	<b>207 051 108 €</b>
76	Produits financiers	7 568 €	- €
77	Produits exceptionnels	3 277 282 €	2 700 €
78	Reprises provisions semi-budgétaires	1 124 000 €	119 300 €
	<b>Total des recettes réelles</b>	<b>211 532 686 €</b>	<b>207 173 108 €</b>
042	Opérations d'ordre	8 375 555 €	100 000 €
002	Résultat reporté	41 532 788 €	24 823 991 €
	<b>Total des recettes de fonctionnement</b>	<b>261 441 029 €</b>	<b>232 097 099 €</b>

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

Il est précisé que :

- Les produits des services (chapitre 70) qui regroupent toutes activités et services mis à la disposition des Putéoliennes et Putéoliens sont budgétés pour 17,9 M€ en 2024, soit une augmentation de 300 K€ par rapport au budget 2023. La fréquentation des différents sites est très variable selon les périodes et les activités proposées.
- Les impôts et taxes (chapitre 73) comprennent :
  - o L'attribution de compensation versée par la métropole du Grand Paris pour 116,6 M€ dont le montant est figé et intègre la dotation de compensation de la part salaire de 33,7 M€ reversée à POLD dans le cadre du FCCT.
  - o Le produit prévisionnel des taxes foncières bâti et non bâti pour un montant de 53,5 M€ une fois le coefficient correcteur de la taxe d'habitation déduit (9,7 M€).
  - o Des droits de mutation évalués à 3 M€ contre 4 M€ budgété en 2023 et 5,5 M€ budgété en 2022 compte-tenu de la baisse des transactions sur le marché de l'immobilier.
- Les dotations et participations (chapitre 74) proviennent essentiellement de financements obtenus grâce aux conventions signées avec la CAF des Hauts de Seine et avec le Conseil départemental. Ces participations sont à destination des crèches, des jardins d'enfants, des relais d'assistantes maternelles et de l'accueil de loisirs. Elles sont calculées en fonction de l'activité de chaque équipement. On retrouve également un remboursement de TVA sur des dépenses de fonctionnement très ciblées dont s'acquitte la collectivité.
- Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) comprennent les loyers perçus, les redevances versées par les délégataires de service public et des remboursements de charges pour un total de 3,1 M€.  
Les recettes dites exceptionnelles sont, depuis l'adoption de la nouvelle nomenclature comptable M57, retracées au chapitre 75 telles que les remboursements de sinistres ou les avoirs remboursés par nos prestataires.

### Les dépenses

Les dépenses de fonctionnement inscrites au budget 2024 intègrent l'augmentation des charges courantes marquées par l'inflation pour assurer un niveau de service élevé au bénéfice des putéoliens. Les dépenses subissent des augmentations automatiques contraintes.

Elles s'établissent comme suit :

Chap.	Dépenses	Réalisé 2023	Budget 2024
011	Charges à caractère général	59 005 637 €	63 643 349 €
012	Charges de personnel, frais assimilés	71 262 332 €	74 000 000 €
014	Atténuations de produits	18 770 473 €	21 925 670 €
65	Autres charges de gestion courante	43 775 295 €	45 798 124 €
	<b>Total des dépenses courantes</b>	<b>192 813 737 €</b>	<b>205 367 143 €</b>
66	Charges financières	- €	- €
67	Charges exceptionnelles	723 906 €	42 400 €
68	Dotations provisions semi-budgétaires	25 000 €	3 293 006 €
022	Dépenses imprévues		
	<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>193 562 643 €</b>	<b>208 702 549 €</b>
023	Virement de la section de fonctionnement		11 394 550 €
042	Opérations d'ordre	43 095 328 €	12 000 000 €
	<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>236 657 971 €</b>	<b>232 097 099 €</b>

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

*\*Pour mémoire, le virement constitue une dépense de fonctionnement au profit de la section d'investissement. Cette dépense de fonctionnement se budgète mais ne se matérialise pas (absence de mandat). Il s'agit d'une prévision d'autofinancement.*

L'évolution des dépenses courantes est contenue hors obligation législative :

- Les charges à caractère général (chapitre 011) baissent de - 7% par rapport au budget 2023 pour se rapprocher du réalisé. Un effort particulier est attendu sur la maîtrise des consommations d'énergie. Ce chapitre regroupe à lui seul la majeure partie des dépenses en lien avec les activités des services telles que les contrats de maintenance et de prestations de services obligatoires pour le bon maintien de nos équipements et installations, l'entretien et le nettoyage du patrimoine de commune, l'achat de prestations de services à destination de la politique culturelle, de loisirs et d'animation de la ville et enfin l'alimentation et le transport pour les services jeunesse.
- Les charges de personnel (chapitre 012) augmentent de 1,7 M€ par rapport au montant prévu en 2023 soit une évolution de 2% qui illustre une gestion maîtrisée.
- Les atténuations de produits (chapitre 014) correspondent à des prélèvements sur les recettes de la ville. Comme chaque année on y retrouve la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) pour 1,5 M€, le fonds de solidarité de la région Ile-de-France (FSRIF) pour 15 M€ et le Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) pour un montant de 2 M€. La péréquation pèse donc pour 19M€. Cette année encore, Puteaux reste le plus gros contributeur à ces dispositifs de péréquation horizontale, auxquels il convient d'ajouter les pertes dues à la péréquation verticale avec une DGF qui n'est plus versée à la ville depuis 9 ans.  
On y retrouve pour la première fois le reversement de la Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour au bénéfice d'Ile de France mobilité à hauteur de 2,8 M€. Rappelons que cette taxe additionnelle de 200% votée par l'Etat et obligatoire, est appliquée sur le montant de la taxe de séjour des communes. Puteaux sert uniquement de guichet en lieu et place de cet organisme sans aucune compensation financière.
- Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) incluent à hauteur de 82% le montant du Fonds de compensation des charges territoriales (FCCT) à Paris Ouest la Défense pour 36,8 M€. Les subventions versées par la ville sont également inscrites sur ce chapitre pour 1,2 M€.

- De nouvelles provisions sont inscrites (chapitre 68) pour 3,2 M€ afin d'indemniser les expropriations en lien avec une déclaration d'utilité publique ou de prévoir certains contentieux naissants, comme la réglementation comptable l'exige.

b) En investissement

*Contrairement à la section de fonctionnement qui présente des dépenses récurrentes, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen et long terme. Elle concerne des actions en lien avec des dépenses ou recettes à caractère particulier. Le budget d'investissement regroupe :*

- *En dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, matériel, informatique, véhicules, biens immobiliers, études et travaux soit sur des structures existantes, soit sur des structures en cours de création.*
- *En recettes : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (taxe d'aménagement), mais aussi les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus, nouvelle école par exemple.*

### Les recettes

Les recettes d'investissement prévues au budget 2024 comprennent le besoin de financement de la section d'investissement de cette année, avec un virement au compte 021 « virement de la section de fonctionnement » de 11 394 550 €.

Elles s'établissent comme suit :

Chap.	Recettes	Réalisé 2023	Budget 2024
13	Subventions d'investissement	4 491 764 €	6 334 464 €
21	Immobilisation corporelles	9 543 €	- €
23	Immobilisations en cours	1 287 552 €	- €
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>5 788 860 €</b>	<b>6 334 464 €</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 273 685 €	5 152 000 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	35 285 €	- €
16	Dépôts et cautionnements reçus	26 646 €	1 500 €
27	Autres immobilisations financières	1 197 202 €	- €
024	Produits des cessions d'immobilisations		3 571 100 €
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>9 532 818 €</b>	<b>8 724 600 €</b>
	<b>Total des opérations pour compte de tiers</b>	<b>5 046 764 €</b>	<b>16 620 770 €</b>
	<b>Total des recettes réelles</b>	<b>20 368 441 €</b>	<b>31 679 834 €</b>
021	Virement de la section de fonctionnement		11 394 550 €
040	Opérations d'ordre	43 095 328 €	12 000 000 €
041	Opérations patrimoniales	11 153 593 €	5 000 000 €
	<b>Total des recettes d'ordre</b>	<b>54 248 921 €</b>	<b>28 394 550 €</b>
001	Résultat reporté	10 047 966 €	19 894 622 €
	<b>Total des recettes d'investissement</b>	<b>84 665 328 €</b>	<b>79 969 006 €</b>

*Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.*

Les dotations (chapitre 10) comprennent :

- La recette issue du Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) sur le montant des dépenses d'équipement réalisées il y a 2 ans. Cette année le montant a déjà été versé pour un montant de 4 M€,
- La taxe d'aménagement est budgétée pour 1 M€ à la suite d'une notification reçue et intégrant les retards de versements de l'an dernier.

S'ajoutent également les produits de cession (chapitre 024) pour un montant de 3,5 M€ avec notamment la cession du bâtiment du CCAS à ses occupants pour 1,5 M€, celles pour des opérations de la requalification de l'habitat pour 1,6 M€ et de différents véhicules.

#### Les dépenses

Les dépenses d'investissement sont budgétées à hauteur de 80 M€ pour 2024 en intégrant les reports des années antérieures pour un montant de 19 M€.

Elles s'établissent comme suit :

Chap.	Dépenses	Réalisé 2023	Budget 2024
20	Immobilisations incorporelles	2 975 530 €	4 581 018 €
204	Subventions d'équipement versées	3 410 179 €	3 575 660 €
21	Immobilisation corporelles	22 845 730 €	23 061 119 €
23	Immobilisations en cours	10 342 103 €	26 931 051 €
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>39 573 543 €</b>	<b>58 148 847 €</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	42 059 €	- €
13	Subventions d'investissement	603 000 €	- €
16	Dépôts et cautionnements reçus	23 181 €	33 500 €
27	Autres immobilisations financières	8 900 €	10 000 €
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>677 140 €</b>	<b>43 500 €</b>
	<b>Total des opérations pour compte de tiers</b>	<b>4 990 876 €</b>	<b>16 676 658 €</b>
	<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>45 241 559 €</b>	<b>74 869 006 €</b>
040	Opérations d'ordre	8 375 555 €	100 000 €
041	Opérations patrimoniales	11 153 593 €	5 000 000 €
	<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>19 529 148 €</b>	<b>5 100 000 €</b>
	<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>64 770 706,37 €</b>	<b>79 969 006 €</b>

Les montants portés dans ce tableau étant arrondis, des différences non significatives peuvent apparaître avec les totaux.

Les immobilisations incorporelles (chapitre 20) d'un montant de 4,6 M€ correspondent aux études avant et pendant travaux parmi lesquelles peuvent être citées : la réhabilitation de l'esplanade de l'hôtel de ville, le projet de création d'un jardin d'hiver notamment.

Les subventions d'équipement (chapitre 204) intègrent le versement de 175 K€ à la brigade des sapeurs-pompiers de la ville Paris, 1,35 M€ à l'Office de l'Habitat de Puteaux et 1,76 M€ pour Paris La Défense en ligne avec les montants réalisés en 2022.

Les immobilisations corporelles (chapitre 21) et les immobilisations en cours (chapitre 23) enregistrent l'ensemble des projets structurants de la ville et les travaux de remise en l'état du patrimoine communal. Cette année 3 autorisations de programme seront votées pour mettre en valeur les politiques menées en matière d'investissement pour les espaces verts, la voirie et le patrimoine. Le montant des crédits à ces 3 autorisations sont intégrés aux projets marquants pour 2024 qui sont :

- La livraison et l'ouverture de l'école Jean de la Fontaine ainsi que d'autres travaux dans les différents groupes scolaires, 10 M€
- La poursuite des travaux du parvis de l'hôtel de ville pour 8,5 M€,
- La fin de l'aménagement du square des terrasses pour 2,6 M€,
- Le lancement des aménagements de la RD 913 pour 2,5 M€,
- Ainsi que la création de cours oasis, l'aménagement et entretien structurant de diverses voiries, la poursuite du passage en LEDs des éclairages et l'éclairage intelligent des

bâtiments, le déploiement de bornes électriques dans les parkings souterrains, la création de bungalows à Ploemeur et la poursuite du verdissement de la flotte automobile.

Les emprunts et dettes assimilés (chapitre 16) comprennent le remboursement des cautions versées par les usagers des différents services de la mairie notamment à destination des parkings.

## **2. Les taux de fiscalité**

Le montant de la fiscalité est calculé avec les mêmes taux de taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties depuis 18 ans. Le taux de taxe d'habitation à ce jour uniquement applicable aux résidences secondaires n'a pas évolué depuis la réforme. Le taux de taxe foncière bâti est le plus bas de France métropolitaine pour les communes de même strate.

- Taxe foncière pour les propriétés bâties (TFB)
  - o Taux : 16,01%
- Taxe foncière pour les propriétés non bâties (TFNB)
  - o Taux : 12,01%
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires :
  - o Taux : 13,39%

Au regard des taux et d'une variation probable des bases, le produit fiscal prévisionnel total attendu hors compensation et après prélèvement au titre du coefficient correcteur (-9,7 M€) est estimé à 53,5 M€ en 2024.

## **3. L'écoquartier des Bergères**

L'aménagement des ZAC Bergères et Charcot qui a été transféré à POLD continue à être opérationnellement conduit par la ville dans le cadre d'une convention.

Les dépenses d'investissement supportées sur le budget communal à hauteur de 13,6 M€ sur le chapitre 45 « opérations pour compte de tiers » et une recette d'investissement du même montant.

## **4. La dette**

La ville n'a toujours pas de dette et ne prévoit aucun emprunt pour 2024.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter le projet de budget primitif 2024 du budget principal.

## LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article 1612-1,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982,

Vu la loi de finances n°2023-1322 du 29 décembre 2023 pour 2024,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2023 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu les orientations budgétaires pour l'exercice 2024 ayant fait l'objet d'un débat et d'un rapport dont le Conseil municipal a pris acte le 5 mars 2024,

Vu la délibération prenant acte de la présentation du rapport égalité femmes-hommes du Conseil municipal du 8 mars 2023,

Vu le compte de gestion et le compte administratif du budget principal de la ville pour l'exercice 2023 adoptés lors de la présente séance,

Vu la délibération portant affectation du résultat 2023 adoptée lors de la présente séance,

Vu le projet de budget primitif du budget principal 2024 ci-annexé,

Considérant que le rapport sur l'égalité femmes-hommes a été présenté préalablement au débat sur le vote du budget et que le débat d'orientations budgétaires s'est également tenu préalablement au vote du budget primitif dans le respect de la réglementation en vigueur,

Considérant que Monsieur Canto a refusé de prendre part au débat du Budget Primitif 2024 du Budget Principal,

Vu le rapport de présentation ci-annexé,

## DELIBERE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Adopte le budget primitif 2024 strictement équilibré en dépenses et en recettes comme suit :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles 2024	208 702 549,01 €	207 173 108,24 €	55 428 076,74 €	27 277 109,40 €
Excédent reporté 2023		24 823 990,77 €		19 894 621,76 €
Affectation du résultat 1068				-
Restes à réaliser 2023			19 440 928,95 €	4 402 724,53 €
Opérations d'ordre 2024	23 394 550,00 €	100 000,00 €	5 100 000,00 €	28 394 550,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>232 097 099,01 €</b>	<b>232 097 099,01 €</b>	<b>79 696 005,69 €</b>	<b>79 969 005,69 €</b>



**Article 2** : Précise que l'équilibre du budget sera réalisé sans recours à l'emprunt.

---

**Délibération adoptée,  
par :**

38      **Voix pour**  
5        **Voix contre**  
0        **Abstention(s)**  
0        **NPPV**

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*

*Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

*Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives, ce document a été visé et signé numériquement.*